

Rete dei Comunisti Newsletter - juin 2020

Sommario

Comprendre le contexte et saisir les contradictions – Rete dei Comunisti	1
Solidarité internationale par la brigade cubaine Henry Reeves	4
Fonction et perspectives d'un syndicat de classe pendant et au-delà de l'urgence pandémique - USB	5
La Région de la Lombardie doit être commissarisée - Contropiano	7
Les luttes des jeunes pendant la Pandémie - Noi Restiamo	10

.....

Interview sur la situation actuelle de Mauro Casadio, militant de la Rete dei Comunisti.
(<http://lnx.retedeicomunisti.net/2020/05/08/comprendere-il-contesto-ed-afferrare-le-contraddizioni/>)

Comprendre le contexte et saisir les contradictions – Rete dei Comunisti

"L'humanité ne se propose que les problèmes qu'elle peut résoudre, parce que quand on regarde les choses de près, on constate toujours que le problème ne se pose que lorsque les conditions matérielles de sa solution existent déjà ou sont au moins en cours de formation".

Karl Marx

Cette citation du Maire de Trèves - qui s'adapte bien à la situation mondiale sans précédent que nous vivons aujourd'hui – c'est pour nous l'occasion de discuter avec Mauro Casadio de la Rete dei Comunisti de la corrélation entre la crise économique et sociale et l'obscurcissement du modèle capitaliste dominant.

La tendance à interpréter ce contexte compliqué avec une attitude de "long regard" est pour les communistes la façon subjective de travailler afin de préserver et mieux renforcer leur action dans la société.

La rédaction du site de la Rete dei Comunisti

QUESTION : Il y a quelques jours, la "Phase 2" de la crise pandémique a commencé. Les problèmes anciens et nouveaux insistent et crient plus fort sur les conditions de vie des classes ouvrières dans une société qui présente des traits clairement autoritaires et d'accélération de toutes dynamiques antisociales, en mettant en relief la crise du modèle social dominant. Pensez-vous que le massacre résultant de la pandémie marque un avant et un après dans la périodisation du capitalisme contemporain qui a tracé ses limites économiques et sociaux?

REPONSE : Les prévisions sont toujours dangereuses et les communistes le savent très bien. Nous pouvons nous rapprocher des scénarios futurs de nature générale liés au mode de production capitaliste. Nous savons, en effet, depuis quelque temps une crise systémique profonde qui s'est manifestée violemment en 2007, notamment aux États-Unis, nous savons aussi qu'il y a eu une forte concurrence au niveau mondial entre les différents pôles économiques et financiers qui a produit la guerre des droits de douane promue par Trump l'année dernière et il y a toujours une guerre monétaire latente. Comme nous le savons également bien, les possibilités de croissance quantitative, produites par l'effondrement de l'URSS et l'ouverture au marché chinois, ne peuvent plus se reproduire aujourd'hui. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'histoire de Covid-19, qui souligne les limites jusqu'à présent contenues principalement par des politiques financières expansives telles que le "Quantitative Easing" promu par toutes les banques centrales.

QUESTION : On dit souvent que rien ne sera plus jamais pareil. Nous assistons - en fait - à une accentuation de tous les facteurs de concurrence inter-impérialiste et à un affrontement entre les puissances qui ne fait allusion ni à un monde pacifié ni à des périodes de développement de progrès général pour l'humanité entier. Quel scénario pourrait ressortir dans l'imbrication de la reprise de la concurrence mondiale internationale avec la persistance du cours de la crise systémique aggravée par les conséquences de la pandémie ?

RÉPONSE : brièvement, on assiste à une restriction du marché qui n'a pas aucune autre marge de progression et ça va augmenter la politisation du conflit international avec des conséquences imprévisibles mais déjà manifestes d'une certaine manière, comme on le voit bien dans le cas de la guerre en Iran entre ce pays et les États-Unis ou encore aujourd'hui sur la responsabilité supposée de la Chine dans la pandémie. Il y a toujours, essentiellement, une impasse dans les rapports de force entre les grandes puissances, mais tant que cela se maintient, il est difficile de le prévoir.

QUESTION : Ces derniers mois, l'inefficacité et le manque de fiabilité des classes dominantes ont été tragiquement mis au carré . Elles sont clairement responsables des énormes pertes humaines et d'un processus général d'appauvrissement économique et social. Quelle fonction théorique et - surtout - politique/pratique les communistes peuvent-ils assumer dans cette conjoncture pour mener à bien une tâche dynamique et non - simplement - agitatrice et propagandiste ?

REPONSE : La sévérité de la crise telle qu'elle est depuis 2007 ne pouvait pas ne pas avoir d'effets sur la super-structure et en particulier sur les classes dirigeantes qui sont pas seulement les capitalistes et la classe politique mais aussi les journalistes, les intellectuels et tous ceux qui peuvent être définis comme "l'appareil idéologique". Le caractère régressif de la crise avec ses effets sociaux a directement affecté la capacité hégémonique du système capitaliste et de ses classes dominantes, produisant les "monstres", de Renzi à Salvini à Trump, que nous voyons chaque jour s'agiter sur les écrans, sur le net et dans les journaux papier. Pour les communistes, cela signifie qu'il ne suffit plus de se situer seulement dans le conflit social - très important en tout cas - si nous ne faisons pas face à une idée générale de société alternative à partir des conditions culturelles et sociales, c'est-à-dire de classe, que le capital a produites au cours des trente dernières années.

QUESTION : Ces dernières années, la Rete dei Comunisti a animé des moments de discussion collective entre les forces communistes et les intellectuels indépendants sur la nécessité d'une actualisation moderne du thème du socialisme. Dans le Forum "Il bambino e l'acqua sporca" on a abordé les questions théoriques liées au bilan historique du Mouvement communiste, le débat sur les formes de Planification liées aux processus de Transition et l'expérimentation sans précédent du

Socialisme du 21ème siècle . A la lumière des bouleversements de ces mois, comment imaginer une nouvelle qualité de ce que l'on pourrait définir comme une reprise de l'offensive théorique des communistes à cette période ?

RÉPONSE : Conformément à ce qui a été dit dans la réponse précédente, une "offensive théorique" est fondamentale pour comprendre les conditions objectives dans lesquelles nous agissons, mais surtout pour "travailler" sur la qualité de la subjectivité communiste organisée. Ce n'est pas une tâche facile, et depuis les années 1990, nous travaillons à la modification des conditions objectives. Une tâche compliquée mais qui s'avère aujourd'hui très utile pour comprendre la dynamique générale. La situation actuelle nous oblige à faire un pas en avant pour comprendre que la crise systémique actuelle nous pousse à raisonner à la fois sur les caractéristiques de la subjectivité organisée et sur celles de la révolution possible qui, à terme, pourrait se proposer comme un "choix forcé" pour les peuples et les exploités. En tant que Rete dei Comunisti en 2016, nous avons remis la main sur nos élaborations avec le Forum "L'ancien meurt mais le nouveau ne peut pas naître" - citation de Gramsci des années 30 - qui aujourd'hui gagne de la force incroyable dans le contexte mondial, qui ne voit aucune perspective et dont Covid-19 est simplement la manifestation la plus évidente.

Le 7 mai 2020

Solidarité internationale par la brigade cubaine Henry Reeves

En tant que communistes italiens, nous exprimons nos sincères remerciements pour la solidarité internationale exprimée par le peuple cubain, qui s'est manifesté lors de l'envoi de la brigade médicale Henry Reeves dans les régions les plus touchées par l'épidémie de coronavirus. Noi Restiamo, Rete dei Comunisti et l'organisation étudiante OSA ont produit des peintures murales dans plusieurs villes italiennes pour remercier le peuple cubain, et pour demander l'arrêt immédiat du bloc qui étrangle l'île de Cuba depuis des décennies.

Service de Telesur sur la fresque pour la brigade Henry Reeves à Turin.

<https://youtu.be/OYpmtrrj4dM>

Lettre de remerciement à l'Unione Sindacale di Base reçue par la CTC, Centrale des travailleurs de Cuba, affiliée à la FSM-WFTU.

<https://www.usb.it/leggi-notizia/ctc-cuba-ringrazia-usb-per-il-sostegno-alla-brigata-medica-henry-reeve-intervenuta-in-lombardia-contro-il-coronaviru-1542.html>





L'Unione Sindacale di Base (USB) est une organisation syndicale indépendante de classe
(<https://www.usb.it/>)

Fonction et perspectives d'un syndicat de classe pendant et au-delà de l'urgence pandémique - USB

Cinzia Della Porta

Dans une phase sans précédent et compliquée comme celle provoquée par la pandémie, les catégories et structures de l'USB ont immédiatement pris des mesures pour défendre les droits fondamentaux des travailleurs, à commencer par leur santé sur le lieu de travail.

Nous avons dénoncé - au milieu d'une campagne patronale et gouvernementale visant à utiliser l'urgence pour faire précipiter la société dans un climat de terreur et d'unité nationale - toute tentative de contraindre le monde du travail à un état de danger, de minorité et d'exploitation accrue.

Nous nous sommes battus pour mettre au centre les évaluations scientifiques de la pandémie, contre les clichés savamment utilisés pour continuer la production et diviser la classe, tout en dénonçant les responsabilités passées et actuelles pour l'état de la santé publique, réduite à la portion congrue par les politiques de corporatisation, de privatisation massive, de réduction du personnel et des lits, dans une logique de soumission totale aux paramètres imposés par l'Union Européenne à travers les budgets et les traités en équilibre.

Nous avons dénoncé la futilité manifeste et le parasitisme spéculatif des soins de santé privés dans les situations d'urgence, mais aussi la régionalisation des compétences dans ce domaine, qui a fortement affaibli le système national de santé. Tout le contenu et les revendications que, en tant que syndicat de classe, nous avons mis au centre de nos mobilisations ces dernières années et que les effets de la pandémie ont confirmé de manière flagrante.

Malgré le confinement et les difficultés objectives, l'USB ne s'est pas limitée à la dénonciation. Bien que nous n'ayons pas pu poursuivre notre action syndicale par des mobilisations de masse pour soutenir nos propres raisons, nous avons construit un chemin de lutttes spécifiques et générales, en brisant cette "bulle" d'impuissance dans laquelle le gouvernement et la dangerosité objective de la situation ont déterminé.

Dans les points critiques du système des services essentiels (alimentation et distribution, hygiène urbaine, logistique, santé, grandes usines), nous avons brisé le souffle de l'unité nationale en réclamant des garanties et des protections non seulement en termes de santé mais aussi de salaire et de sécurité sur le lieu de travail.

Dès le début, nous avons proclamé des grèves dans le commerce, la logistique, l'industrie et les coopératives sociales, partout où les conditions de sécurité n'étaient pas garanties. Parmi tous les services non essentiels, nous avons exigé leur fermeture immédiate, en opposant le profit au droit à la santé et à la vie.

Face au choix du gouvernement de maintenir ouvertes les activités non essentielles, à la propagation de la contagion, en particulier dans les régions du pays où il y a de plus grandes installations de production et où, sans surprise, il y a eu les taux les plus élevés de contagion et de victimes, le 25 mars, l'USB a proclamé une grève générale nationale sur le slogan "Fermez les usines et les bureaux, il n'y a rien de plus important que la santé".

Une grève nécessaire, demandée par de nombreux travailleurs qui ne pouvaient pas aller de l'avant et contre ceux qui ont pris la très grave responsabilité d'accepter l'ordonnance "Cura Italia" du 14 mars, entre le gouvernement, la Confindustria et la Cgil, la Cisl et l'Uil.

Nous n'oublierons pas qui, n'arrêtant pas la machine économique de l'époque, a décidé de sacrifier la vie de milliers de personnes sur l'autel du profit, provoquant un véritable massacre de personnes âgées, de malades chroniques, de médecins, d'infirmières, d'ouvriers.

La grève du 25 mars a également impliqué le personnel de santé, bien que sous la forme symbolique de quelques minutes, pour souligner comment le sacrifice de tant d'entre eux (il y a maintenant plus de 200 décès parmi les médecins, les infirmières et le personnel auxiliaire), se poursuit en l'absence de la décision la plus importante que seul le gouvernement peut prendre, à savoir le blocage des activités.

L'arrêt de travail, bien que symbolique dans les services essentiels, a subi une très lourde attaque de la part d'une sorte de commission gouvernementale spéciale anti-grève. Dans une résolution de 10 pages, la Commission a ouvert une procédure d'infraction contre la Confédération USB pour avoir osé appeler à une grève générale pour la défense de la santé des travailleurs et des citoyens, même si elle se limite à une minute symbolique dans des services essentiels tels que les soins de santé, le secours à la population, les pompiers, l'hygiène urbaine et les coopératives d'assistance.

Des attaques similaires ont été menées contre d'autres mobilisations de l'USB et par des travailleurs dans de nombreux lieux de travail périphériques.

Une autre initiative notable a été celle de l'internationaliste premier mai, au cours de laquelle nous avons promu une manifestation en ligne de plus de 8 heures, qui a vu le soutien et la présence des syndicats affiliés à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), dont l'USB est une composante essentielle. Un jour important, capable de représenter tous les secteurs d'intervention de notre Confédération, une réalité en croissance quantitative et qualitative, dans une phase de crise systémique du capitalisme qui ouvre à nouveau la voie à des alternatives possibles, vers ce que nous appelons aussi le "socialisme du XXIe siècle".

Première Mai "on-line" parade: "Pazienza zero"

Première Partie <https://youtu.be/6s3rNNCTVOU>

Deuxième Part <https://youtu.be/25N13hilqe4>



Contropiano.org
giornale comunista online



Contropiano est un journal communiste en ligne bien connu (<https://contropiano.org/>)

La Région de la Lombardie doit être commissarisée - Contropiano

Sergio Cararo

Les dommages et les responsabilités accumulés en moins de cinquante jours par les autorités de la Région Lombardie sont devenus trop importants pour ne pas parvenir aux conséquences nécessaires : la salle de contrôle de la région la plus touchée par la pandémie de Covid-19 doit être mise de côté et commissarisée.

Le "j'accuse" des médecins lombards a été le document définitif, ainsi que le dossier établi par l'USB sur le massacre en RSA, les maisons de retraite où les personnes âgées étaient laissées à mourir comme des mouches.

Nous avons assisté à une véritable escalade de décisions prises de façon autonome par la Région Lombardie, souvent – trop souvent – en pure concurrence médiatique avec le gouvernement central, ce qui a mené à la situation que nous tous connaissons. Et que l'"optimisme prudent" largement répandu chaque nuit, d'abord par la Protection Civile puis par les médias, ne peut plus se cacher.

On ne peut pas passer sous silence le fait qu'en Lombardie on a pris les décisions de manière inversement proportionnel entre l'entreprise et la santé : privilégier la première au détriment de la seconde.

Afin de sauvegarder cette logique, le Conseil régional de la Lombardie a utilisé toutes les possibilités offertes par la déplorable Loi Constitutionnelle introduite en 2001, qui a donné plus de pouvoir aux régions ; un désastre que les mêmes cercles politiques (Lega et Confindustria du Nord) auraient voulu agrandir avec un projet d'autonomie différenciée.

Avoir prétendu transformer l'indispensable "zone rouge", lors des premiers foyers constatés en Lombardie, en une "zone orange" étendue à toute la région, a rendu vain l'objectif de limiter immédiatement l'épidémie.

À ce moment-là, plutôt que d'arrêter la production d'une zone restreinte du pays, on a préféré de créer sur tout le territoire national les conditions pour retarder partout et limiter la fermeture des activités de production non essentielles.

Les piques de l'Assolombarda et de la Confindustria contre le bloc d'activités ont été politiquement soutenu par les institutions de la région Lombardie, même dans les négociations avec le gouvernement, qui a finalement capitulé de manière coupable pour le "respect" des sommets de la Confindustria.

Elle a cédé sur la liste des activités à arrêter, en la limitant, en fait, au 36% du total des entreprises. Il s'agit d'une capitulation honteuse de l'exécutif aux diktats des "emprunteurs" italiens, qui sont maintenant prêts à demander des sous aux fonds publics mis à disposition par le gouvernement ou les banques, mais avec une couverture publique sur les prêts accordés. Ils sont déjà passés de "d'abord les Italiens" à "d'abord les entrepreneurs", et sans beaucoup de contrôles ("sans bureaucratie", disent-ils).

Les travailleurs, les travailleuses et les ouvriers de Lombardie, mais aussi d'ailleurs, ont continué à faire des allers-retours, avec leurs propres moyens de transport ou avec les transports publics, alors que la situation d'urgence disait qu'il fallait éviter exactement ça.

Mais il existe un autre trou noir qui a révélé l'imbrication perverse des intérêts privés, des institutions lombardes et des structures de santé.

On se réfère à cette résolution régionale - le numéro XI/2906, du 8 mars - qui "demandait" le déplacement des patients atteints de Coronavirus dans les RSA pour les personnes âgées, en s'appuyant sur le fait qu'un refus pourrait remettre en question le financement régional de ces instituts privés. En Lombardie, les RSA sont une source d'affaires pour les privés.

Les faits montrent qu'au lieu de contenir le virus, on a créé les conditions pour un boom de la mortalité et de la contamination.

Enfin, est sorti au grand jour le mode d'action d'une autre institution de ce tristement célèbre établissement de santé privé lombard - Humanitas - le principal établissement de santé de Bergame, qui a les mêmes propriétaires que l'aciérie Teneris à Dalmine, dans la même province.

La propriété - la famille Rocca - était parmi les plus intransigeantes à vouloir maintenir la production en fonction même au cœur de la pandémie (dans la région de Bergame).

Et pas seulement cela. Il a exigé une surcharge de la Région Lombardie, pour mettre à disposition la structure hospitalière et soumettre tout le personnel soignant à un stress incroyable.

Enfin, il y a l'opération tentée avec l'hôpital d'urgence de la Fiera di Milano. Né comme un exemple d'efficacité de l'initiative privée en Lombardie (les grands donateurs tels que Berlusconi et Caprotti junior) et, avec la désignation de Bertolaso rapidement coupé, en concurrence ouverte avec la Protection civile nationale. Les résultats sont sous les yeux de tous.

En bref, les autorités de la Région Lombardie ont agi de manière ouvertement irresponsable face à la pandémie, mais parfaitement "responsable" pour préserver les intérêts privés de leurs clients, qu'il s'agisse d'industriels ou de prestataires de soins privés.

Et ils l'ont fait au détriment de la santé publique. Si nous étions un pays normal, ils devraient immédiatement être expropriés de leurs pouvoirs institutionnels, placés sous la garde du gouvernement central et attendre leur procès.

Dans le code pénal, il y a un crime pour cela. Il s'agit de l'article 438 : "Quiconque provoque une épidémie par la propagation de germes pathogènes est puni de la réclusion à perpétuité". Le deuxième paragraphe, qui concerne les états d'exception (comme celui en vigueur !) prévoit à la place "la peine de mort".

Disons que la mise en service de la Région Lombardie serait précisément le "syndicat minimum". Nous n'exigeons même pas qu'ils aillent en prison. Il suffirait de les enfermer à la "Baggina"... (Le Pio Albergo Trivulzio est une maison de retraite de Milan, qui a enregistré 405 décès à l'intérieur de la structure).



Noi Restiamo est un collectif d'étudiants et de jeunes travailleurs présent dans de nombreuses villes italiennes (<http://noirestiamo.org/>)

Les luttes des jeunes pendant la Pandémie - Noi Restiamo

Nous avons défini l'arrivée du Covid-19 de la couronne comme le cygne noir, un événement inattendu qui bouleverse la réalité et est plein de conséquences. Ce fut immédiatement le cas, mettant en route des actions politiques qui semblaient être des tabous absolus quelques jours auparavant, comme une intervention énergique de l'État dans l'économie et le dépassement des contraintes budgétaires.

La pandémie est entrée dans un contexte déjà fragile, mettant en évidence les distorsions d'un système fondé sur la recherche du profit et l'individualisme: la gestion contradictoire de l'État qui, après des années de privatisation des soins de santé, s'est retrouvé sans instruments pour agir, les pressions exercées par la Confindustria pour retarder les fermetures et laisser de nombreuses entreprises ouvertes pour maintenir une productivité élevée. L'Union Européenne elle-même a révélé sa propre nature de manière flagrante: un appareil institutionnel utile uniquement aux grandes entreprises, basé sur l'idée de la compétitivité à tout prix et incapable de fonctionner de manière minimale pour le bien-être des classes ouvrières, même face à une crise de ces proportions. En général, c'est l'ensemble du système capitaliste occidental qui montre des signes de faiblesse, non seulement économique, mais aussi un modèle de développement de la société humaine, ne pouvant plus garantir le maintien et l'amélioration des conditions de vie et s'avérant incapable de gérer des événements de cette ampleur.

Les jeunes générations, en particulier dans le Sud de l'Europe, le savent très bien depuis avant le virus, et souffrent souvent de la concentration sur eux-mêmes de toutes les atteintes au monde du travail dont les classes ouvrières ont été victimes ces dernières années: chômage très élevé, précarité de l'emploi, salaires très bas, droit aux études de moins en moins garanti, émigration à l'étranger sont la norme pour la grande majorité d'entre nous.

En tant que jeunes, étudiants et travailleurs précaires, nous avons vu dès le début que nous étions les grands exclus, avec d'autres secteurs populaires du pays, des manœuvres mises en place par le gouvernement pour faire face à l'urgence sociale causée par le virus, visant presque exclusivement les entreprises. Nous avons lancé une campagne pour demander le gel des loyers et des services publics en collaboration avec le syndicat des locataires Asia-USB. C'est un problème profondément ressenti car beaucoup d'entre nous vivent de mini-emplois et de faibles revenus qui ont été les premiers à subir les mesures du confinement, nous privant ainsi de nos moyens de subsistance. La coordination est née dans de nombreuses régions italiennes pour faire pression sur les régions et le gouvernement et exiger des mesures immédiates. Pour nous, le respect des mesures visant à contenir le virus a toujours été important, nous considérons en effet les actions de la Confindustria visant à maintenir les entreprises ouvertes aux comportements criminels. Malgré cela, nous avons dû briser les interdictions et descendre dans la rue, avec toutes les précautions sanitaires, pour être entendus. Le 30 avril, nous sommes allés devant le Parlement avec le syndicat USB pour demander des mesures de soutien aux classes populaires: revenus, gel des loyers et droit garanti aux études.

Au sein de notre coordination, il est en effet apparu que beaucoup d'entre eux sont des étudiants universitaires qui ont de gros problèmes pour poursuivre leurs études et qui paient des frais de scolarité très élevés en Italie. Nous avons élaboré une plate-forme pour aborder les problèmes que connaît le monde universitaire et nous sommes allés sous les rectorats le 5 mai pour demander des actions concrètes afin d'empêcher les étudiants économiquement faibles d'abandonner l'école, comme le prévoit déjà le ministère de l'université. Nous poursuivons une campagne nationale qui se déroulera la dernière semaine de mai devant le plus grand nombre possible d'universités pour faire entendre notre voix, en demandant la suppression de la troisième tranche des frais d'inscription, ainsi que celles prévues pour l'année prochaine.

Nous devons continuer à nous organiser et à lutter ensemble comme nous l'avons fait ces dernières semaines, car l'organisation est l'outil le plus puissant que nous ayons entre les mains pour faire entendre notre voix et exiger un changement radical dans un système qui nous oblige à vivre dans la misère.

Nous ne sommes pas et ne serons jamais tous dans le même bateau.

Avec cette prise de conscience, nous nous organisons dès maintenant pour que la crise ne se traduise pas par une nouvelle vague de massacre social. Il faut agir pour conquérir et défendre les victoires sur la base de revendications matérielles, un objectif nécessaire mais non suffisant, ceci parce qu'aujourd'hui plus que jamais le conflit social est stérile lorsqu'il est pratiqué sans projet général de changement.